



Jeudi 11 octobre : journée de mobilisation et d'actions unitaires des retraités, la première action revendicative nationale unitaire depuis l'échéance électorale de mai.

Non seulement la situation des retraités n'est pas une priorité du nouveau gouvernement, par exemple la prise en charge de la perte d'autonomie est repoussée à 2015, mais on assiste depuis quelques semaines à de nouvelles tentatives d'opposition entre retraités et salariés actifs.

Alors qu'une récente étude de l'INSEE sur les revenus de 2010 montre que les retraités et les salariés subissent la crise, perdent du pouvoir d'achat, que 1,4 millions d'entre eux – plus de 1 sur 10 – vivent sous le seuil de pauvreté, le Président de la Cour des Comptes, une grande partie des médias ont lancé une campagne présentant les retraités comme des nantis sur la base d'informations tronquées ou de contrevérités. Cette campagne vise à préparer l'opinion et les retraités à de nouvelles ponctions considérables de leurs revenus.

La FSU dénonce la mise en place d'une taxe sur les revenus imposables des retraités de 0,15% en 2013 et 0,30% en 2014. Ces mesures font suite à la suppression de la 1/2 part pour les veufs et les veuves. Et au fait que le nombre de retraités imposables a augmenté suite au gel du barème de l'impôt par le précédent gouvernement.

Cette nouvelle contribution vise à aligner les retraités sur les employeurs qui versent 0,3 % pour financer la dépendance, leurs salariés effectuant depuis 2005 une journée de travail gratuite dite de « solidarité ».

Cette contribution doit rapporter 350 millions en 2013 et 700 en 2014, soit quatre fois plus que la surtaxe à 75 % sur les revenus supérieurs à un million d'euros.

Ne laissons pas diviser les actifs et les retraités

Tout comme les salariés, les retraités subissent :

- Le gel du barème des tranches d'imposition avec les augmentations prévisibles
- La hausse de la fiscalité locale, des dépenses de santé, des dépenses de vie quotidienne (logement, assurances, eau, gaz, électricité, impôts, transport...) et l'augmentation constante des produits de consommation courante.
- La dégradation des services publics et du système de soins de proximité voire même leur suppression
- Des difficultés à se loger, à se soigner correctement (10% de la population renonce à une complémentaire-santé) et se retrouvent dans un isolement social inacceptable au point que les suicides sont en augmentation
- La dégradation du système de protection sociale qui entraîne des charges de plus en plus lourdes (franchises médicales, augmentation du forfait hospitalier, réduction des remboursements, dépassements d'honoraires). Cette dégradation conduit des millions de personnes à retarder voire à abandonner les soins nécessaires

LES RETRAITÉS CONTINUENT À DEMANDER

- Une revalorisation des pensions au 1^{er} janvier et non au 1^{er} avril.
- Une hausse qui garantisse pour tous le pouvoir d'achat et le maintien du niveau de vie en compensant les retards accumulés.
- Des mesures spécifiques pour les retraites les plus modestes.
- L'accès égal à des soins de qualité pour tous, partout et à tout moment et le développement des moyens qu'il nécessite.
- La prise en charge de la perte d'autonomie - un droit universel - qui doit être assurée par la solidarité nationale au sein de la Sécurité Sociale.

Dans le cadre de cette action nationale, de nombreux départements ont pris des initiatives locales unitaires. Face aux campagnes éhontées conduites par le MEDEF et les plus fortunés qui exercent un véritable chantage à l'expatriation, la FSU entend rappeler avec force qu'au-delà des questions sur le pouvoir d'achat et la perte d'autonomie, elle revendique une réforme fiscale et la construction de financements pérennes pour la protection sociale fondés sur les principes de solidarité et de justice sociale.